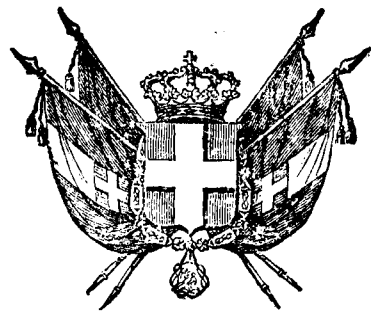
Anno 1869

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

Num. 135

Le inserzioni giudiziarie **25** centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi **30** per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. **20**
ARRETRATO CENTESIMI **40**

		Anno L.	Sem.	Trim.
Per Firenze	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	42	22	12
Per le Provincie del Regno		46	24	13
Svizzera		58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		52	27	15

Firenze, Martedì 18 Maggio

		Anno L.	Sem.	Trim.
Francia	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il N. 5049 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione al Trattato di commercio tra l'Italia e la Svizzera, firmato a Firenze addì 22 luglio 1868, e le cui ratifiche furono scambiate a Berna il 1° maggio 1869.

Art. 2. Dall'attuazione dell'art. 5 del Trattato stesso, fino a che sia provveduto con legge generale, il Governo del Re è autorizzato a ridurre i diritti di saggio e marchio pei lavori nazionali alla proporzione di quelli stabiliti pei prodotti svizzeri.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 5 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea
A. Ciccone.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un trattato di commercio essendo stato conchiuso tra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritto a Firenze addì ventidue luglio dell'anno mille ottocento sessantotto;

Trattato del tenore seguente:

Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil Fédéral de la Confédération suisse, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majeste le Roi d'Italie:

Son Excellence monsieur le comte Louis Frédéric Menabrea, lieutenant-général et Son premier aide-de-camp, membre de l'Académie Royale des sciences de Turin et de la Société des XL de Modène, Sénateur du Royaume, chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand'Croix décoré du Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre de la Couronne d'Italie, chevalier de l'Ordre civil, et Grand'Croix et Conseiller de l'Ordre militaire de Savoie, décoré de la médaille de Savoie en or pour la valeur militaire, etc., etc., Président du Conseil des Ministres et Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

et le Conseil Fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur Jean Baptiste Pioda, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les objets provenants de la Suisse, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif, tous droits additionnels et spéciaux compris.

L'importation en Italie de toutes les autres marchandises de provenance suisse aura lieu aux termes des traités conclus par l'Italie avec la France le 17 janvier 1863, et avec l'Autriche le 23 avril 1867.

Les objets provenants de l'Italie, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent Traité, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

L'importation en Suisse de toutes les autres marchandises de provenance italienne aura lieu aux termes du Traité conclu par la Suisse avec la France le 30 juin 1864.

Art. 2. Les droits à l'exportation de l'un des deux Etats dans l'autre, et les droits perçus en Suisse pour le transit sont modifiés conformément aux tarifs *C*, *D*, *E*, joints au présent Traité.

Art. 3. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale, sous réserve des dispositions de l'article suivant. Toutefois les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 4. Le principe contenu dans l'article qui précède, ne trouve pas son application aux impôts de consommation perçus sur les boissons dans certains cantons de la Suisse.

La Confédération suisse s'engage toutefos à ne pas introduire de nouveaux droits de cette nature sur les boissons venant des États italiens, et à ne pas hausser ceux qui existent actuellement, et, pour le cas où l'un ou l'autre canton abaisserait ce droit pour les produits suisses, à appliquer cette réduction dans la même mesure aux produits des Etats italiens.

Pour les vins qui doivent être importés en Suisse en tonneaux et même en doubles fûts, quel qu'en soit le prix ou la qualité, les droits à payer ne doivent pas excéder le minimum des droits qui sont perçus dans les cantons respectifs pour les vins étrangers importés dans de simples fûts.

Art. 5. Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays dans l'autre, seront soumis au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Pour le contrôle et la marque des objets cidessus désignés, seront établis des Bureaux-frontière à Como, Arona et Susa en outre des Bureaux existants en vertu des Lois du Royaume.

Les objets pourvus de la marque de l'un de ces Bureaux auront libre cours dans toutes les provinces du Royaume.

Les droits de contrôle seront fixés aussi bas que possible, et ne dépasseront jamais 80 francs par kilogramme pour les objets en or d'alliage, et dans la même proportion pour les objets d'autres métaux, suivant la valeur de chacun.

Art. 6. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilége ou de tout abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité et dans les tarifs qui y sont joints, et que l'une d'elles a accordé ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance, et ceci en même temps qu'elle les met en vigueur pour cette tierce Puissance, et de plein droit.

Elles s'engagent en outre à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation.

Enfin elles s'engagent à ne point interdire ni entraver l'importation ou l'exportation des céréales et des bestiaux et animaux de toute espèce de l'un des deux pays dans l'autre, sauf pour les derniers (c'est-à-dire pour les bestiaux et animaux dans le cas bien constaté d'épizootie). Ne sera cepedant pas tenu à se conformer à cette disposition l'État qui se trouverait en guerre avec une autre Puissance quelconque, ou qui serait forcé de mettre son armée sur le pied de guerre.

Art. 7. Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir dans les principales avenues des routes qui relient les deux États, des Bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane, soit de péage, et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions nécessaires dans ce but, seront de part ed d'autre simplifiées autant que possible pour éviter tout arrêt.

Art. 8. Le droits *ad valorem*, stipulés par le présent Traité, seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux pays jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel, et émanant du fabricant ou du vendeur.

Art. 9. Si la Douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçus, seront en même temps restitués.

Art. 10. L'importateur contre lequel la Douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la Douane lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 11. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de cinq pour cent celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de cinq pour cent celle qui est déclarée, la Douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant, si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de cinq pour cent la valeur déclarée; dans le cas contraire, ils seront supportés par la Douane.

Art. 12. Dans les cas prévus par l'article 10, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des Douanes. En cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le Président du Tribunal de commerce du ressort. Si le Bureau de déclaration est à plus d'un miriamètre du siége du Tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le Juge de mandement. En Suisse il sera nommé par le Président du Tribunal du district.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 13. Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circolation, les céréales en gerbes ou en épis, les foins, la paille et les fourrages verts, les fruits frais, y compris les raisins frais, ainsi que les légumes verts, tous produits de propriétés situées dans une zône de dix kilomètres de chaque côté de la frontière. Seront également affranchis les engrais naturels (à l'exclusion du sel), y compris les détritus de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et instruments agricoles de toute sorte, tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralment, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité même, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

Les deux parties contractantes règleront d'un commun accord les facilités à introduire pour la circulation à la frontière des personnes, objets et marchandises, qui, pour atteindre une partie voisine du propre territoire, traverseront une certaine étendue du territoire de l'autre Etat.

Art. 14. Les deux parties contractantes s'entendront sur un règlement de police pour la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, et sur les mesures à prendre pour garantir la propriété des bois emportés par des sinistres, comme inondation, tempête, etc.

Art. 15. Les fabricants et marchands italiens, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en Italie dans l'une de ces qualités, pourront dans la Suisse, sans y être soumis à aucun droit de patente, faire des achats pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il y aura réciprocité en Italie pour les fabricants et marchands des Cantons de la Suisse et leurs commis-voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette immunité, seront réglées d'un commun accord.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Italie par des commis-voyageurs de maisons suisses, ou en Suisse par des commis-voyageurs de maisons italiennes, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 16. Les Hautes Partie contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Sociétés anonymes ou autres commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les Lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits, et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux Lois desdits États et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux Compagnies et Associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 17. Le Gouvernement italien et le Conseil fédéral suisse, désireux de compléter et d'étendre les relations commerciales entre l'Italie et la Suisse, s'engagent à favoriser, autant que faire se pourra, la création de voies de communication, destinées à relier entr'eux les deux pays, et notamment à assurer de part et d'autre toutes les facilités possibles à des entreprises ayant pour but de mettre en rapport direct, au moyen de la locomotion à vapeur à travers le Alpes suisses, les réseaux de chemins de fer au sud et au nord de ces montagnes.

Art. 18. Le présent Traité restera en vigueur pendant huit années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité et dans les tarifs y annexés, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité sera démontrée par l'expérience.

Art. 19. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux Etats immédiatement après l'échange des ratifications. Seront abrogées, à partir du jour de la mise en exécution du présent Traité, toutes les stipulations antérieures entre la Suisse et les différents pays formant actuellement le Royaume d'Italie.

Le présent Traité sera soumis à la ratification des Autorités compétentes, et les ratifications en seront échangées a Berne le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence en double expédition, le vingt-deux du mois de juillet de l'année mil huit-cent soixante-huit.

(*L.* *S.*) J.-B. Pioda.
(*L.* *S.*) L. F. Menabrea.

PROTOCOLE.

Son Excellence le Général Comte Louis-Frédéric Menabrea, President du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie, et monsieur Jean-Baptiste Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près Sadite Majesté,

S'étant réunis au Ministère des Affaires Etrengères à Florence le 22 du mois de juillet 1868, pour procéder, en vertu de pleins pouvoirs de leurs Gouvernements respectifs, à la signature d'un Traité de commerce et d'une Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique entre l'Italie et la Suisse, ont consigné au présent Protocole les déclarations suivantes:

1° Que, sous la dénomination des droits actuellement existants, auxquels il est fait allusion dans l'article 4, sont compris ceux énumérés dans l'annexe tarif *F*, à l'exclusion de ceux pour les vins en doubles fûts ou en outres, qui sont parifiés à ceux pour les vins en simples fûts;

2° Que les deux Gouvernements s'engagent à rédiger aussitôt que possible un tarif refondu et unique à l'usage des Autorités et des ressortissants des deux pays, d'après les dispositions contenues dans le Traité de commerce, auquel le présent Protocole est annexé;

3° Qu'à la suite de la Convention sur la propriété littéraire et artistique, signée aujourd'hui même, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, le traitement de la nation la plus favorisée.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie du Traité e de la Convention susdits, et aura la même force et valeur que si elle y était insérée mot à mot.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Florence en double original, le 22 du mois de juillet de l'année 1868.

(L. S) L. F. Menabrea.
(L. S) J.-B. Pioda.

Noi, avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato, seguito dalle relative Tariffe e da un Protocollo, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le

APPENDICE

LE BIBLIOTECHE POPOLARI IN ITALIA

dall'anno 1861 al 1869

per Antonio Bruni.

(Continuazione — Vedi i n. 110, 111, 112, 113, 114, 118, 119, 128, 129, 130 e 134)

Prato.

Abbiamo già detto delle condizioni di questa biblioteca; ora, assecondando il desiderio di molti che ce ne han fatto richiesta, pubblichiamo qui il regolamento di essa che può servir di guida a chi voglia farsi promotore di Biblioteche circolanti, quando sia leggermente modificato a seconda delle varie condizioni locali. (1)

S. Casciano e Mercatale (Firenze).

L'ottimo Ferdinando Vigiani, raro esempio a molti sacerdoti di intelligente operosità, provvide nella sua parrocchia dopo l'Asilo infantile anco alla Biblioteca; la Direzione dell'asilo che si mantiene colle contribuzioni della carità cittadina fa eziandio le spese per i libri: 184, 75 lire erano state consumate nel primo anno della apertura della Biblioteca, (1° gennaio 1868-69) fra acquisti e legature di libri, e il valore complessivo della collezione circolante era circa lire 400 per i molti libri donati.

Furono 24 i libri messi in giro sulle prime, essendosi gli alunni delle due scuole cambiati fra loro i libri avuti in premio: alla fine del 1° mese erano 100 i libri e 50 i lettori; in un anno i lettori erano 112 e 310 i libri; e così al 1869 la circolaziane aveva raggiunto la bella cifra di 507, nella quale i lettori stanno in numero di 64 per 197 letture, e le lettrici stanno per 46 con 310 letture.

Per ora l'indole del paese non permetterebbe che si tentasse d'imporre alcuna tassa per leggere, e però la lettura è gratuita: questa piccola Biblioteca intanto senza menare rumore circola in mezzo ad un migliaio di abitanti e con non poco frutto.

—

Sia lode al bravo parroco Vigiani.

L'esempio della frazione del Mercatale fu utile incitamento alle altre del comune medesimo: 9 mesi dopo, cioè nell'autunno 1868, alcuni già promotori della Società operaia seguendo l'impulso dato dall'egregio prof. Vittorio Bacci che fu l'iniziatore dell'impresa, si associarono a lui, per veder sorgere l'utile Biblioteca, in mezzo ad una popolazione di ben 11 mila abitanti.

L'idea trovò subito 130 aderenti paganti 25 centesimi al mese, 700 volumi si raccolsero in dono; il municipio venne in sussidio d'un locale convenientemente mobiliato con opportuno scaffale: lo statuto fu approvato in numerosa adunanza nella quale erano nominati alle cariche i più operosi e benemeriti promotori: acclamato presidente onorario il prof. Bacci, ebbe l'onore della presidenza effettiva il delegato scolastico dott. G. Fabbrini, avendo a consiglieri i signori Pasquale Parenti, Ferdinando Giunti, E. Pagani e per segretario era designato il giovine segretario del comune signor Faustino Chiti.

La solenne inaugurazione avveniva la 4ª domenica di ottobre (1868) coll'intervento dell'autorità locale e colla banda musicale filarmonica: 3 bei discorsi furono letti, dal prof. Bacci, dal dott. Fabbrini, dal segretario Chiti. Il professor Bacci trattò con un fare bellamente popolare, *del popolo in ordine alla libertà* e lo pubblicò pei tipi del Benvenuti a Mantova, dedicandolo al al distinto giovine prof. F. Del Seppia.

Spezia (Genova).

Un'altra Biblioteca, i cui statuti furono modellati su quei della popolare pratese, è quella che in Spezia si deve all'iniziativa di giovani studenti, primo de' quali il sig. E. Boncinelli coadiuvato dai sigg. Eumene Svanascini, Alessandro Destri, Erminio Pontremoli. La Biblioteca cominciò il suo 1° anno di vita col 1° settembre 1868; in seno ai primi 150 soci fu approvato il regolamento fondamentale, nominati alla Direzione i suddetti promotori e a presidente onorario l'avv. Bruni.

La Biblioteca ha più di 400 volumi, e molto può sperare nelli aiuti del municipio e del sottoprefetto Mastricola che si dichiararono pronti a coadiuvare la patriottica impresa: i soci lettori pagano le quote mensili di centesimi 25.

Sesto (Firenze).

Pure a Sesto nell'autunno 1868 (27 ottobre) si pensò a fondare una consimile istituzione la quale è oggi istallata presso la Scuola maschile in locale offerto dal comune. L'onorevole presidente signor Pilade Tosi consigliere comunale e provinciale, coadiuvato dal segretario signor Pietro Villoresi ne furono i primi e più operosi promotori, e per le loro cure si potè in meno di 4 mesi costituire la società con più di 184 ascritti a 25 centesimi al mese: il comune diè un primo sussidio di L. 30 e non mancarono parecchi doni di libri, tanto che la Biblioteca fu inaugurata il 7 marzo 1869 con circa 500 buoni volumi.

L'inaugurazione fu fatta con molta solennità ed intervento dell'autorità, del sindaco e della rappresentanza della Società operaia e Fratellanza artigiana: dopo un analogo discorso del signor Tosi e del signor Antonio Martinati si diè principio alla distribuzione delle letture e più di 50 libri furono nell'atto messi in circolazione: il marchese Ginori, il sindaco e il signor Antonio Martinati furon proclamati soci onorari. Lo statuto accorda la lettura gratuita solo agli alunni delle scuole, e la società si propone di aprire pure un corso di letture e conferenze popolari.

Serravalle (Firenze).

A nome d'un benefattore che aveva respirate le prime aure di vita in questo antico castello l'avv. Bruni mandava nel giugno 1868 un buon numero di scelti volumi all'egregio sindaco cav. ingegnere Lapini perchè come un primo nucleo di Biblioteca popolare si circolassero fra gli operai delle scuole comunali e della Società del mutuo soccorso.

Il sindaco il quale è uno dei più zelanti promotori del bene popolare nel circondario pistoiese che egli rappresenta degnamente nel Consiglio provinciale, accoglieva con animo lietissimo la prima offerta, facendo voti perchè presto l'idea potesse concretarsi con generale utilità dei suoi compaesani.

Spoleto (Perugia).

La prima Biblioteca circolante dell'Umbria fu istituita a Spoleto e sorse nel luglio 1867 per l'iniziativa del signor Luigi Morandi mirabilmento coadiuvato dal signor sindaco Benedetti, dal conte Montani ora presidente, dal dottor P. Chieri e dal signor conte Onofri.

Nel dicembre 1868 essa possedeva 770 volumi in 565 opere delle quali 381 donate,

presenti lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e farlo osservare inviolabilmente.

In fede del che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti Lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il grande sigillo delle Nostre armi.

Data a Firenze addì primo del mese di aprile, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio, Ministro degli Affari Esteri
L. F. MENABREA.

Dénomination des articles	Base	Taux des droits
TARIF *A*.		
Droits d'entrée en Italie.		
Métaux.		FR. C.
Plomb laminé, en tuyaux, grenaille	100 kilogrammes	1 50
Orfévrerie et bijouterie	De la valeur	3 p. 100
Horlogerie:		
Montres simples à boite d'or	Pièce	2 30
» à boite de tout autre métal	»	1 »
» à répétition et à carillon	»	3 »
Horloges de table, horloges pour voyages et en tableaux	»	3 »
Carillons à musique	»	3 »
Mouvements de montres	»	2 »
» d'horloges de table, pour voyage et pour tableaux	»	0 25
» d'horloges et de carillons de clocher	100 kilogrammes	50 »
Fournitures d'horlogerie	»	20 »
	»	50 »
Produits du règne animal et végétal.		
Sucre de lait	»	Exempt
Fil de lin ou de chanvre		
» simples, écrus, lessivés ou blanchis	100 kilogrammes	11 50
» teints	»	17 10
Soie:		
Rubans de soie ou de bourre de soie mélangés (même régime que les tissus de soie ou de bourre de soie mélangés)	»	—
Poterie:		
Poterie en terre et en grès commun	»	2 »
Articles divers:		
Fruits secs ordinaires, non dénommés	100 kilogrammes	2 »
Choucroute	»	2 »
Animaux vivants:		
Chevaux	Pièce	6 »
Mules et mulets	»	3 »
Marbres et albâtres:		
Sciés en planches de 16 centimètres et plus d'épaisseur	100 kilogrammes	0 50
Autrement sciés, sculptés, moulés ou polis	»	0 75
Ouvrages grossiers de charpentier en bois commun pour construction de maisons et de barques	»	Exempts
Brosseries pour les arts et les métiers en bois commun non poli, ni vernissé et non garni en peau	100 kilogrammes	15 »
TARIF *B*.		
Droits d'entrée en Suisse.		
Fruits du Midi	100 kilogrammes	4 »
Chapeaux de paille	»	16 »
Pâtes d'Italie	»	4 »
Statues et monuments en marbre, pesant plus de 50 kilogrammes	Colliers	3 »
TARIF *C*.		
Droits à la sortie d'Italie.		
Identique au tarif *C* du Traité austro-italien.		
TARIF *D*.		
Droits à la sortie de la Suisse.		
Identique au tarif *D* du Traité franco-suisse.		
TARIF *E*.		
Droits de transit en Suisse.		
Identique au tarif *E* du Traité franco-suisse.		
TARIF *F*.		
Droits cantonaux sur les vins, les bières et les spiritueux.		
Identique au tarif *F* du Traité franco-suisse.		

J.-B. PIODA.
L. F. MENABREA.

Il N° MMCXXII (Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli atti relativi alla costituzione del Banco di Cagliari;

Visto il titolo VII, lib. 1, del Codice di commercio;

Visto il Reale decreto del 30 dicembre 1865, n. 2727;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società anonima ad azioni nominative per operazioni bancarie, sotto il titolo di *Banco di Cagliari*, avente sede in Cagliari, ed ivi costituitasi con atto del 3 marzo 1869, rogato Aru, è autorizzata, e ne sono approvati gli statuti inserti nell'atto predetto.

Art. 2. La Società è sottoposta alla vigilanza governativa, e contribuirà nelle relative spese per annue lire duecento cinquanta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 11 aprile 1869.

VITTORIO EMANUELE.

A. CICCONE.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Visti gli art. 11 del regolamento per le esposizioni ippiche 3 febbraio 1867, ed 11 del decreto ministeriale 11 aprile 1869;

Visto l'altro decreto ministeriale 21 mese stesso;

Sulla proposta dei prefetti delle rispettive provincie,

Decreta:

Sono nominati componenti del Giurì per la distribuzione de' premi alla esposizione ippica che avrà luogo in Ferrara ne' giorni 2, 3 e 4 del prossimo giugno, i signori:

Bonetti conte Ricciardo, rappresentante la provincia di Belluno;
Bentivoglio conte Lodovico, id. di Bologna;
Saracco Giambattista, id. di Ferrara;
Benzi conte Scipione, id. di Forlì;
Picinati Carlo, id. di Padova;
Mattei Giacomo, id. di Pesaro;
Rasponi conte Ferdinando, id. di Ravenna;
Lion Paolo, id. di Rovigo;
De Tuoni prof Marco, id. di Treviso;
Manin conte Lodovico Giuseppe, id. di Udine;
Gallina Antonio, id. di Venezia;
Stecchini cav. Jacopo, id. di Vicenza.

Firenze, li 16 maggio 1869.

Il Ministro: M. MINGHETTI.

Il Direttore capo della 4ª divisione
A. G. MARSILJ.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Visti gli articoli 11 del regolamento per le esposizioni ippiche 3 febbraio 1867, ed 11 del decreto ministeriale 11 aprile 1869;

Visto l'altro decreto ministeriale 21 mese stesso;

Sulla proposta dei prefetti delle rispettive provincie,

Decreta:

A componenti il Corpo dei giurati per la distribuzione de' premi alla esposizione ippica che avrà luogo in Foggia nei giorni 27, 28 e 29 corrente mese, sono nominati i signori:

Properzi Gio. Battista, rappresentante la provincia di Aquila;
Maineri cav. Raffaele, id di Avellino;
D'Amelio barone Gio. Battista, id. di Bari;
Romaselli cav. Luigi, id. di Benevento;
Conti Enrico, id. di Campobasso;
Gallozzi cav. Giacomo, id. di Caserta;
De Lellis barone Lelio, id. di Chieti;
Barone cav. Giovanni, id. di Foggia;
Paladini cav. Angelo Antonio, id. di Lecce;
Amato Luigi, id. di Napoli;
Addone Nicola, id. di Potenza;
Moscati Gaetano, id. di Salerno.

Firenze, li 16 maggio 1869.

Il Ministro: M. MINGHETTI.

Il Direttore Capo della 4ª divisione
A. G. MARSILJ.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Visti gli articoli 11 del regolamento per le esposizioni ippiche 3 febbraio 1867 ed 11 del decreto ministeriale 11 aprile 1869;

Visto l'altro decreto ministeriale 21 mese stesso;

Sulla proposta dei prefetti delle rispettive provincie,

Decreta:

A componenti il giurì per la distribuzione dei premii all'esposizione ippica che avrà luogo in Reggio Emilia ne'giorni 25, 26 e 27 corrente maggio, sono nominati i signori:

Grasseni dottor Luigi, rappresentante la provincia di Bergamo;
Fenaroli conte Gerolamo, id. di Brescia;
Mambrini Domenico, id. di Mantova;
Montorsi Pietro, id. di Modena;
Del Prato cav. D. Pietro, id. di Parma;
Corbelli Ferrari comm. Luigi, id. di Reggio Emilia;
Pindemonte marchese Giovanni, id. di Verona.

Firenze, li 16 maggio 1869.

Il Ministro: M. MINGHETTI.

Il Direttore Capo della 4ª Divisione
A. G. MARSILJ.

PARTE NON UFFICIALE

Camera dei Deputati.

Nella tornata di ieri, proceduto si alla votazione per la elezione di un vicepresidente e per completare la Giunta generale del bilancio del 1870, si riconobbe che la Camera non trovavasi in numero e che erano assenti senza regolare congedo i deputati:

Alfieri, Aliprandi, Alvisi, Amaduri, Amore, Andreotti, Antonini, Araldi, Asproni, Assanti Pepe, Avitabile.

Baino, Barone, Bartolucci-Godolini, Bernardi, Bersezio, Bertani, Bertini, Biancheri avvocato, Biancheri ingegnere, Bixio, Bonghi, Borromeo, Bottari, Bottero, Botticelli, Bove, Brignone, Bruno, Bullo.

Cadolini, Calandra, Calvo, Cannella, Capone, Carbonelli, Carcani, Carcassi, Carini, Carganico, Carleschi, Casaretto, Casarini, Castellani, Castelli, Catucci, Cavallini, Cicarelli, Ciccone, Ciliberti, Cimino, Colesanti, Comin, Como, Consiglio, Corapi, Correnti, Corte, Costa Antonio, Costamezzana, Cucchi, Cugia, Cumbo-Borgia, Curti.

Del Giudice, Delitala, De Luca Francesco, Depretis, De Ruggiero, De Sanctis, Di Monale, Di Revel, Di San Donato, Di San Tommaso, Donati.

Facchi, Fano, Farina, Ferrantelli, Fiastri, Finocchi, Finzi, Fossa, Frapolli, Frascara, Frisari, Friscia.

Galletti, Gangitano, Geranzani, Gigante, Golia, Griffini, Guerrazzi, Guttierez.

Lampertico, Lanza Giovanni, Leonii, Lorenzoni, Lovito, Lualdi.

Maiorana Cucuzzella, Maiorana Benedetto, Mancini Stanislao, Mannetti, Mantegazza, Marcello, Mariotti, Marsico, Martinengo, Marzi, Massa, Massari Stefano, Matina, Mattei, Mazzarella, Mazziotti, Mazzucchi, Melchiorre, Melissari, Mellana, Merialdi, Merizzi, Michelini, Minervini, Molfino, Molinari, Mongenet, Mongini, Monti Coriolano, Morelli Giovanni, Morosoli, Morpurgo, Mussi, Muti, Muzi.

Napoli, Negrotto, Nervo, Nicolai, Nicotera, Nobili, Nori.

Olivieri, Origlia.

Paini, Palasciano, Papa, Paris, Pasqualigo, Pelagalli, Pescatore, Pessina, Pianell, Pisanelli, Polsinelli, Praus.

Ranalli, Ranco, Regnoli, Riberi, Ricasoli Vincenzo, Ricci, Righetti, Righi, Romano, Ronchetti, Rorà, Ruggero Francesco.

Salaris, Salomone, Sandonnini, San Martino, Sansoni, Sebastiani, Sella, Semenza, Serra-Cassano, Siccardi, Sipio, Sirtori, Sole, Solidati, Sormani-Moretti, Spantigati, Speciale, Speroni, Stocco.

Tenca, Tornielli, Toscanelli, Toscano, Tozzoli, Trevisani, Trigona Domenico, Trigona Vincenzo.

Ungaro.

Valerio, Valitutti, Villa Tommaso, Villa Vittorio, Vinci, Visconti-Venosta, Visone, Vollaro.

Zaccagnino, Zanardelli, Zanini, Zarone, Zauli, Zizzi, Zuradelli, Zuzzi.

NOTIZIE ESTERE

GRAN BRETAGNA

Il *Daily News* torna sulla vertenza anglo-americana in un articolo di fondo che esprime la speranza di veder presto finire la presente incertezza delle relazioni fra i due paesi, essendo andata a vuoto la missione affidata al Reverdy Johnson, mentre il suo successore Motley non è ancor giunto in Europa. Il foglio inglese rifiuta di credere che il discorso del Sumner debba interpretarsi letteralmente od esprima il sentimento spassionato del pubblico degli Stati Uniti. Respinge l'accusa fatta all'Inghilterra di aver favoreggiato la ribellione in America e rammenta che la proposta fatta dal governo francese di riconoscere la Confederazione s'infranse contro la resistenza della pubblica opinione inglese, mentre è cosa notoria che i ribelli facevano assai maggior assegnamento sulla simpatia di un partito negli Stati settentrionali che non sull'aiuto dell'estero. Ad ogni modo è importante si sappia al più presto di bocca autorevole le vere pretensioni del governo americano.

— In un articolo che tratta del medesimo argomento, il *Morning Advertiser* dice che nessun uomo sensato può supporre che l'Inghilterra e gli Stati Uniti non siano decisi a tutto fare per mantenere la pace. Parole pronunziate nel calore di una discussione non bastano per far credere che la guerra possa risultarne fra due paesi che non hanno interesse a volerla. L'America, dove il costo della guerra pesa ancora sulle popolazioni, non è in condizione tale da cercare una lotta e nuove occasioni di sacrifizi. « Quanto a noi, dice l'*Advertiser*, godiamo da un pezzo i benefizi della pace ed abbiamo mille ragioni di desiderarne il mantenimento. »

FRANCIA

Nuovi disordini avvennero in Parigi la sera del giovedì 13, in due punti della città: al Circo Napoleone e nel Quartiere latino. Il concorso degli studenti e degli operai nel piccolo ginnasio della Sorbona fu numerosissimo: chi non potè entrare nella sala della riunione elettorale rimase tumultuando nella piazza della Sorbona e nel boulevard San Michele, dove si raccolsero in breve tempo alcune migliaia di persone. Le grida di *Viva Rochefort* (candidato dell'opposizione) e di *Viva la Lanterna* si mischiarono ben presto a violenti clamori, a cui si accompagnò il canto della *Marsigliese* e il grido di *Viva la Repubblica*. Gli agenti della pubblica forza furono costretti a fare sgombrare la via della Sorbona, ma il tumulto si diffuse nelle strade vicine, e non mancarono scene di violenza contro le guardie di città incaricate di ristabilire il buon ordine. Le botteghe e i magazzini si chiusero a precipizio: la folla non dava segno di volere allontanarsi, le grida crescevano: colonne compatte si formavano: ma rotte e disperse al Ponte Nuovo, mentre tentavano di passare di là del fiume, a poco a poco la calma fu ristabilita, e a mezzanotte, scrive la *Gazzetta dei tribunali*, il quartiere era rientrato nell'ordine.

Non meno gravi furono i tumulti al Circo Napoleone. Il commissario di polizia che assisteva all'adunanza elettorale fu costretto a discioglierla, e il tumulto trascorse dalla sala nella via. La folla, al dire della *Patrie*, non poteva esser minore di ventimila persone: e il suo contegno apparve così minaccioso che bisognò chiedere un rinforzo della guardia di Parigi. Furono spediti sul luogo 500 uomini di fanteria e 100 di cavalleria, i quali bastarono a disperdere i tumultuanti, non senza però cagionare qualche collisione. Due ispettori della prefettura furono gravemente feriti alla testa con colpi di bastone impiombato, e fu pure ferito un ufficiale di pace. A mezzanotte era cessato ogni disordine.

MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

Leggesi nell'*Allgemeine Zeitung* in data di Pest 13 maggio:

I deputati cattolici della Dieta ungherese hanno diretto un memoriale al primate sulla quistione dell'autonomia cattolica. In questo documento sono esposte nel modo più rispettoso diverse considerazioni intorno al già mentovato statuto elettorale (V. la *Gazzetta Ufficiale* del 15) seguite da un controprogetto inteso a tutelare maggiormente il principio della libertà elettorale. A tale uopo raccomandasi: 1° che in ogni diocesi venga costituito un numero di circondarii elettorali dai vicini distretti vicedecanali ed avuto il maggior riguardo ai territorii del Comitato, e che in ciascuno di siffatti circondari un rappresentante venga eletto dai laici; 2° che il rappresentante spirituale delle diocesi venga eletto dal clero con iscrutinio segreto alle adunanze dei rispettivi circondarii vicedecanali, sia che i candidati appartengano al circondario stesso, che ad altri compresi nella medesima diocesi.

SVIZZERA

Il resoconto politico federale svizzero pel 1868, di cui abbiamo riferito ieri un brano, si occupa anche del rimprovero che venne mosso alla Svizzera di stipulare soverchi trattati coll'estero e di compromettere così gli interessi del piccolo commercio e della piccola industria.

Ecco come si esprime su questo punto il resoconto:

Non è certamente da disputarsi sul valore o meno del numero dei trattati. A tale riguardo, il più od il meno è certamente indifferente, soltanto l'intimo valore dei trattati dovendo servire di stregua a giudicare. In generale è soltanto da osservare che per ragioni di saggezza politica non devesi senza speciali motivi rifiutare la dimanda dichiarata di addivenire a trattati sopra materie che già furono con altri Stati ordinate, come p. es. nell'America del Nord è regola politica il non favorire veruno Stato per via di trattati, ma a tutti gli altri Stati, senza difficoltà, si fanno parimenti le concessioni, che ad uno di essi si trova conveniente di consentire.

Per quanto poi concerne i trattati di commercio, affatto erroneo è il preaccennato rimprovero fondato su ciò che mediante questi trattati si danneggino gl'interessi degli operai e dei piccoli negozianti. Questo soltanto potrebbe essere se la Svizzera, in conseguenza di simili trattati diminuisce i suoi dazii d'entrata. Ma ciò notoriamente non è od è in minima parte avvenuto, gli Stati esteri medesimi essendosi convinti che dalla Svizzera co' tenui suoi dazii non si potevano esigere simili riduzioni, e appunto per questa ragione da lei chiesero concessioni di diversa natura (libero domicilio senza riguardo a religione, protezione della proprietà letteraria ed artistica ecc.).

La Svizzera non ha accordato all'industria degli altri Stati il libero ingresso per effetto dei trattati di commercio; essa già l'aveva a causa della bassa tariffa svizzera d'importazione; anzi la Svizzera, mediante questi trattati, si è resa possibile l'introduzione de' suoi prodotti negli altri paesi, per lo che si fecero quelle concessioni che quasi nulla nuocono all'industria ed al piccolo commercio. Il trattato colla Francia del 1864 fu quello che aperse la via a tutti questi trattati, che hanno sviluppato in alto grado il lavoro nazionale in ogni ramo, ed i suoi principii vennero ora applicati a tutti i grandi Stati che circondano la Svizzera, i nuovi trattati coll'Austria, coll'Italia, non che quello, che non peranco conchiuso colla Germania, è ritenuto come provvisorio, si posero tutti sulla base del trattato colla Francia, la cui reale importanza diviene per ciò sempre più evidente. Ora poi è fatto riconosciuto da tutti i periti nella materia, che senza questi trattati d'industria svizzera, per effetto della guerra separatista nord-americana e della guerra germanico-austriaco-italiana sarebbe caduta in un deplorevolissimo stato, e che la facilità colla quale essa ha superato l'anno di carestia del 1867 ebbe essa pure la sua causa principale nella forza produttrice aumentata per impulso di quei trattati.

E pure di speciale interesse il notare che anche l'esportazione delle produzioni agricole all'estero, secondo le tavole daziarie, aumenta in pari proporzione di quella delle produzioni industriali, per cui se ne ha la prova, che anche l'agricoltura aveva interessi in questi trattati come l'industria, ed il guadagno da una parte non si dovette pagare con perdite dall'altra.

Il rapporto passa poi a relazioni stipulate nei trattati di natura diversa, che durante l'anno esigettero l'opera del dipartimento. In questa

---

aveva avuto un sussidio di lire 200 dal Ministero di Pubblica Istruzione e lire 100 dal Consiglio provinciale: contava 40 soci paganti 50 cent. al mese colle di cui quote si provvede allo acquisto delle opere, alla stampa de' statuti e cataloghi, alle rilegature; dal 28 luglio 1867 al gennaio 1868 aveva prestato 1018 libri in lettura; ma in quest'ultimo anno la statistica può dirsi quasi raddoppiata.

Il totale dell'entrate dalla fondazione al 31 dicembre 1868 fu di lire 593, l'uscita ascese a lire 455 e di queste, andarono in libri lire 263, in stipendi lire 22, in riparazioni e arredamenti lire 4, in spese diverse lire 96.

La lettura non è un diritto pei soli soci, ma è gratuita per chiunque abbia dimora nel comune.

L'esempio dato dal prof. Morandi colla Biblioteca spoletina ebbe molti imitatori non solo in provincia ma anco in varie altri parti d'Italia.

Soresina (Cremona).

Fu nell'agosto 1868 promossa qui una Biblioteca popolare dal prof. B. E. Maineri.

Incontrò non indifferente favore, ascrivendo in due mesi ben 80 soci. Il deputato Arrivabene concorse subito con un sussidio di lire 100, e con altre 100 la Deputazione provinciale di Cremona. Essendo di recente fondata ne daremo più particolari notizie nel prossimo Annuario.

Sabbioneta (Cremona).

Come in molti altri comuni così anco a Sabbioneta lo spirito di associazione ha completato la scuola colla Biblioteca circolante: il comune di Sabbioneta fu dei primi in Lombardia ad attivare l'Asilo e a dare esempi di patriottismo e d'umanarietà, ma non v'avevano attecchito fino all'agosto 1868 nè la società operaia di mutuo soccorso, nè la Biblioteca popolare e si deve all'iniziativa del pretore dottor Timoteo Vedovi e del signor Antonio Briglienti la fondazione dell'una e dell'altra; la Società agricolo-operaia possiede in sì poco tempo un fondo di lire 3 mila, e la Biblioteca ricca di 712 volumi offerti dai cittadini e dal municipio fa circolare mensilmente 200 letture, onde si può dire che non solo si regge ma vive rigogliosa di buoni frutti. Nel comune poi non mancano asili e scuole diurne e serali sicchè a Sabbioneta l'istituzione della Biblioteca è di fatto al vertice di una piramide a cui è base la scuola.

Salò (Brescia).

In seno della *Società circondariale degli amici dell'istruzione popolare* istituita l'anno 1867 per le cure dell'onorevole ispettore prof. G. Bagatta si fondò pure una Biblioteca circolante ad uso dei socii medesimi: essa pubblicò il suo regolamento e il catalogo ricco di 600 ben scelti volumi.

(1) — I. *Scopo e mezzi.*

1. La Biblioteca circolante stabilita dalla Società pratese per la lettura popolare fino dal novembre 1861 si compone di libri e periodici donati o acquistati sempre osseguentemente all'art. 1° dello statuto sociale nel quale è detto che lo scopo dell'Associazione è « di procurare la lettura di tutto ciò che d'interes« sante e di utile si pubblica attualmente in Italia od « è stato di recente pubblicato, esclusa ogni cosa che « oppugni i dogmi della religione dello Stato ed i « buoni costumi. »

2. Il giudizio e la scelta di questi libri sono affidati all'opera collegiale del presidente e del bibliotecario eletti dalla Società, e ciò a norma dell'art. 23 dello statuto sociale.

3. Tutto il retratto delle contribuzioni e tasse sociali, prelevate le spese di pubblicità, di affitto, di mobilia, d'ufficio, di salari e di mantenimento di libri saranno impiegate nella compra di questi.

II. *Del Consiglio d'amministrazione.*

4. Il Consiglio d'amministrazione o direttivo formato (a' termini dell'art. 13 dello statuto) per elezione della Società, ha fra le attribuzioni speciali della Biblioteca, quella di stanziare i fondi che occorrono per la compra de' libri, i prezzi delli affitti, delli onorari, le spese di stampa, ecc; di ordinare la vendita o il cambio di libri dichiarati inammissibili nella Biblioteca, stabilirne l'orario per l'apertura e per la distribuzione, nominare o remuovere il personale addetto alla medesima, e finalmente di stabilire massime pei casi non previsti dallo Statuto.

III. *Del bibliotecario.*

5. Il bibliotecario tiene i libri sotto sua responsabilità e gli altri oggetti mobili addetti alla medesima, di cui è obbligato a fare esatto inventario, tiene il catalogo generale della Biblioteca e provvede alla periodica pubblicazione del medesimo, non che alla regolarità della distribuzione e della recezione dei libri, finalmente alla tenuta dei registri di circolazione; e tutto ciò col servizio di un distributore, il quale è salariato dalla Società.

6. Per la scelta, compra ed ammissione dei libri ha per consultore il presidente; l'ufficio di esso è gratuito ed onorario.

7. Il bibliotecario è incaricato d'un rapporto statistico annuale che indichi il numero delle opere o volumi aumentati nella Biblioteca, il numero dei medesimi che fu messo in circolazione: il numero dei lettori divisi per sesso e condizione sociale e a seconda delle materie che dai lettori ebbero la preferenza.

IV. *Ordinamento interno della Biblioteca.*

8 Tutti i libri portano il suggello della Società e il numero d'ordine che sarà trascritto in un catalogo generale alfabetico; questo catalogo conterrà le indicazioni seguenti:

Il numero d'ordine. - Il nome dell'autore. - Il titolo dell'opera. - Il numero dei volumi. - L'indicazione del numero delle copie; un cenno dell'edizione e formato, possibilmente. - Il nome del donante (ed anco il *prezzo* per evitare le contestazioni in caso di *smarrimento*, ecc.)

9. Oltre a questo catalogo alfabetico che sarà pubblicato a fascicoli separati, i quali distribuiti ai soci, verranno da essi legati a modo di libretto, vi sarà un catalogo manoscritto ordinato per materie.

V. *Della circolazione dei libri.*

10. La lettura è solamente circolante, tranne i giornali quotidiani, che non si danno a domicilio, ma si leggono nella Biblioteca nei giorni di distribuzione, ossia il socio porta a domicilio i libri che gli parrà di scegliere e che non saranno mai più di due volumi di una stessa opera o di opere diverse: questi deve restituire in un termine perentorio che sarà di un mese.

11. Trattandosi di opera scientifica potranno essere consegnati al socio tutti i volumi che la compongono e se non è stata richiesta, il lettore potrà ottenere una proroga dello stesso tempo surriferito presentandosi puntualmente alla scadenza del medesimo presso l'ufficio di distribuzione.

12. Ogni socio che prenda libri deve segnare ricevuta di esso secondo le indicazioni che troverà in un apposito repertorio alfabetico. (In altre città più grandi occorrerà una *carta* o *biglietto* d'ammissione anco per constatare il *mandato*.

13. Nel caso che un libro non fosse restituito nel termine fissato, il lettore sarà avvisato a domicilio, e tardando il ritorno di esso anco dopo l'avviso, il socio sarà sottoposto ad una ammenda di centesimi 10 per ogni settimana di ritardo e subirà nel caso di mora troppo prolungata la perdita dei diritti di socio a mente dell'art. 8 dello statuto sociale.

14. È proibito apporre sui libri marche, segni, note, appunti, piegare fogli od altro: il lettore che riportasse un'opera guastata, macchiata, mutilata od in qualunque altro modo deteriorata o scompleta è tenuto a rimettere un nuovo esemplare della medesima nel tempo e termine di giorni 15 sotto le comminazioni dell'articolo precedente non escluse tutte le altre di diritto.

15. Il lettore che riceverà un libro deteriorato, ne dovrà far menzione nella colonna delle osservazioni nel repertorio, chè altrimenti si riterrebbe aver ricevuto il medesimo in buono stato

16. Ogni socio può proporre al bibliotecario l'acquisto di qualche libro o periodico, ecc., di cui ricorrano le condizioni volute dall'articolo 1° dello statuto sociale.

VI. *Disposizioni generali.*

17. Per una deliberazione dell'adunanza generale del 5 novembre 1865, sono ammessi al godimento della lettura non solo i membri della Società che pagheranno centesimi 40 al mese obbligandosi annualmente a norma dello statuto sociale, ma anco quelli che obbligandosi soltanto mensilmente al pagamento di Ln. 1 ed eleggendo loro domicilio presso un socio in Prato, vorranno godere del medesimo beneficio sotto le stesse regole e norme sopradescritte, senza però essere ammessi ai diritti di socio.

18. Il Consiglio di amministrazione si riserva a dichiarare soci onorari a norma dell'articolo 41 dello statuto coloro che faranno un ragguardevole dono alla Istituzione.

(*Continua*)

categoria figurano i negoziati per il regolamento di confini colla Francia, coll'Italia e coll'Austria, lo scioglimento della vertenza, per la divisione dei beni diocesani fra il Cantone Ticino e l'Italia, ed altri parecchi. Di violazioni di confini si ebbero durante l'anno sei casi; i più importanti sono di violazione del territorio francese da parte di attinenti svizzeri.

Quanto alle legazioni si ricorda che nel 1868 l'incaricato d'affari in Vienna ebbe rango di inviato e ministro plenipotenziario, ed il console generale Hitz in Washington, in riconoscenza de' suoi meriti verso la Svizzera, fu accreditato come console generale ed agente politico. Furono eretti nuovi consolati in Mulhouse e Nizza.

Nella parte del contoreso che riguarda il dipartimento di giustizia e polizia è detto che l'arruolamento per il servizio militare romano continua in St-Louis, Lione e Marsiglia, per l'India (Olanda) in Uninga, e per la Repubblica Argentina in Marsiglia, e sembra che anche dalla Svizzera vi siano state molte reclute, la maggior parte certamente per Roma. Gli uffici d'arruolamento, che prima esistevano in Bregenz e Feldkirch, sono cessati. Nei Cantoni di Zurigo, Berna, S. Gallo ed Argovia si pronunciarono sei sentenze contro arruolati ed in quello di Berna una contro un arruolatore. Quattro degli arruolati condannati furono graziati dall'Assemblea federale.

NOTIZIE VARIE

Centenario di Machiavelli. — Dovendosi nel resoconto del Centenario Machiavelli notare i giornali e i periodici che ne hanno parlato, si desidera aver copia dei numeri ne' quali se ne discorre, come anche d'ogni altra pubblicazione fatta in tale occasione, e delle relazioni manoscritte o a stampa delle feste di Bologna, Fano, Palermo, Torino e altrove.

Ogni cosa si rimetta *franca* alla Commissione del Centenario in Firenze.

Si pregano tutti i giornali di pubblicare questo avviso.

Il Segretario della Commissione: Efisio Contini.

— Leggesi nel *Giornale di Padova* del 14:

Ieri sera verso le 9 1/2 la comparsa di una luce rossastra nell'atmosfera in direzione nord, aveva destato l'inquietudine di molti cittadini i quali giudicando che si trattasse della luce riverberata da un incendio accorrevano parte al municipio per averne contezza, parte si dirigevano verso le porte per osservare meglio il fenomeno fuori della cinta della mura; mentre stiamo scrivendo ci perviene la seguente lettera gentilmente comunicataci dall'egregio prof. cav Legnazzi:

Chiarissimo sig. professore,

Aderendo al cortese di lei invito, le mando la descrizione succinta di quanto ieri sera fu veduto a questo Osservatorio. — A 10 ore soltanto (perchè prima ero occupato in altre osservazioni) m'accorsi della presenza di una aurora boreale. Erano con me tre persone, ed osservammo insieme il fenomeno nelle sue fasi successive. Dapprincipio la luce era piuttosto viva e quasi scintillante particolarmente nel punto dell'orizzonte che dista dal nord verso l'est di circa 20°: quivi essa superava d'assai la luce della via lattea veduta nelle migliori condizioni. Da questo punto la luce dell'aurora degradava da una parte fino a nord-ovest, dall'altra fino quasi a nord-est ed in su fino a 25° di altezza. Vicino all'orizzonte peraltro il cielo era assai torbido ed in alcuni punti nuvoloso sicchè non si poteva abbracciare coll'occhio tutta la estensione dell'aurora. Attrassero soprattutto la nostra attenzione due striscie di luce assai pallida, le quali, spiccandosi dal punto suddetto di massima intensità luminosa, s'innalzavano quasi verticalmente ad un'altezza di circa 60°, mantenendosi ad 8° o 10° di reciproca distanza. Il loro aspetto era assai mutabile, poichè ora si ravvivavano notabilmente e ora impallidivano vieppiù fino a svanire. Erano anche dotate di un movimento di trasporto verso l'ovest, il qual movimento in pochi minuti ascese a due o tre gradi. Anche il centro dell'aurora si trasportò lentamente verso l'ovest, mentre la sua luce progressivamente diminuiva. A 10 ore e 1/2 non rimaneva più che un debolissimo chiarore, essendo già da qualche tempo scomparse le striscie sopra descritte. Gli altri osservatori affermano la luce di quest'aurora essere stata leggermente rosea: uno di loro assicura di avere veduto il fenomeno fino dalle 9 e 1/2; ma alle 9 esso non doveva essere ancora incominciato perchè a quell'ora io guardava in quella direzione e non mi accorsi di nulla.

Da qualche tempo in qua le aurore boreali si succedono con certa frequenza. Qui se ne osservò una la sera del 15 febbraio p. p. fra le 11 e le 12, la quale contemporaneamente era veduta a Moncalieri dall'illustre prof. Denza. Altre se ne osservarono in altri luoghi: molte, che non si vedono nelle nostre latitudini, sono annunziate da perturbazioni negli strumenti magnetici. Il sole poi colla sua attuale abbondanza di macchie, conferma nuovamente la relazione stretta che passa fra le macchie solari ed i fenomeni magnetici osservati sulla terra, il legame dei quali colle aurore boreali è indubitato.

Con profondo rispetto

Osservatorio astronomico, 14 maggio.

Di lei umilissimo servo
G. Lorenzoni.

— La *Gazzetta di Venezia* del 14 ha sullo stesso fenomeno i seguenti ragguagli:

Ieri sera, alle ore 9 circa, attirava i nostri sguardi un fenomeno ben raro per noi.

Era un'aurora boreale, che per la seconda volta in quest'anno si osservava in Italia, poichè dagli Osservatorii di Padova, di Moncalieri, di Roma ci giungevano relazioni sopra un simigliante fenomeno avvenuto la sera del 14 febbraio.

Essa pigliava quel tratto di orizzonte che va dal nord all'ovest, però era più verso il nord; rinserrava un arco di 75° circa. La sua intensità era maggiore verso il lato più settentrionale; precisamente verso il meridiano magnetico, e in quella direzione l'arco luminoso si presentava molto più alto. La luce, che sembrava piovere dal cielo a larghe zone aventi un'inclinazione di 40 gradi circa, era rossastra nella sommità dell'arco, e andava insensibilmente decrescendo verso la base e verso i lembi; dopo, apparivano quasi delle sfumature di color bianco.

Il fenomeno durò circa tre ore, ma con varia intensità, con qualche intermittenza e con oscillazioni, per cui sembrava che si dirigesse col centro ora più verso il nord, ora verso il N-N-E.

Il massimo nella intensità parve avvenisse verso la mezzanotte.

Non si trascurò di osservare l'elettrometro dinamico atmosferico del Zantedeschi, il quale, quantunque durante il giorno avesse presentato qualche oscillazione un po' brusca, pure durante il fenomeno non diede singolari manifestazioni.

Siccome l'Osservatorio non è provveduto di stromenti magnetici, così non è possibile dare ragguagli intorno alle perturbazioni che precedono e accompagnano d'ordinario tale fenomeno; speriamo però che ciò sia stato osservato altrove, e quindi di poter ricevere relazioni più precise e più dettagliate da Osservatorii meglio provveduti.

Dall'Osservatorio di Venezia. Pa.

— La Società operaia di mutuo soccorso della nostra città, scrive il *Ravennate* del 15, in sua adunanza generale tenuta giorni sono ebbe comunicazione ed approvò il resoconto dell'anno 1867 presentato all'amministrazione della Società stessa.

Da quel resoconto apprendiamo che lo stato della Società presentava al 31 dicembre 1867 un totale di attività esistenti di L. 23,637, 33, e che non essendovi passività esistenti risultò all'epoca medesima un avanzo netto di L. 33,637 33.

Lodiamo, quanto merita, la presidenza e tutto il Consiglio direttivo ed amministrativo della Società operaia, i quali con inappuntabile zelo e con tanta matematica precisione tutelano gl'interessi dei soci, che alle loro mani affidarono il benessere morale e materiale d'una Società, la quale procede in modo veramente commendevole.

— È arrivato a Milano l'illustre Longfellow, il poeta americano, la cui gloria ha da un pezzo traversato l'Atlantico, e che l'Italia ha già appreso ad ammirare nelle belle traduzioni del nostro Rotondi, del Messedaglia, ecc.

Ieri egli recossi a visitare il Manzoni, accompagnato appunto dal Rotondi, e dal signor Massarani.

Crediamo che intenda trattenersi fra noi alcuni giorni. (*Lombardia*)

— Pubblichiamo il programma di concorso emanato dal municipio di Venezia per la erezione di un monumento a Daniele Manin:

La Commissione eletta dal Consiglio comunale di Venezia, nella tornata 2 marzo p. p., in seguito alla facoltà accordatale, apre concorso pel monumento onorario a Daniele Manin, il quale dovrà consistere in una statua in bronzo, che offra l'immagine del gran cittadino in piedi nel suo costume abituale. Tale statua sarà alta dai metri 2 50 ai metri 2 75, e poserà sopra analogo piedistallo di marmo o di pietra dura, decorato di bassorilievi od altre ornamentazioni, con opportuni spazii per una o più epigrafi.

Il sito fissato è il campo di S. Paternian, il quale verrà allargato mediante l'atterramento di alcuni fabbricati in modo da risultare largo metri 28 e lungo metri 50.

Perciò invita gli artisti, sia italiani che esteri, a presentare entro il 15 luglio del corrente anno 1869, alla segreteria del municipio, un disegno, ovvero un modellino, esprimente il ricordato monumento, in conformità delle seguenti

Condizioni:

1. Il disegno o modello di tutto il monumento non potrà essere in iscala minore di centimetri 5 per metro.

2. Se il progetto venisse condotto in disegno, dovrà essere a tutto effetto di chiariscuro, ed offerire altresì la pianta geometrica, e almeno due de' prospetti, uno della fronte, l'altro di uno dei fianchi. Di più, dovrà accennare, o ad olio, o con acquerello colorato, i marmi o pietre che si intendessero usare nel piedistallo, e tracciar del pari in tinta di bronzo i bassorilievi che si stimasse di unirvi.

3. Tali indicazioni del colore vi saranno pure nei modellini, restando però in libertà di quelli che non credessero di presentare colorato il loro modello, di accompagnarlo con un disegno ad acquerello colorato, accennante le condizioni suesposte.

4. La somma da impiegarsi nel monumento e nella sua posizione in opera essendo di circa sessantamila lire, sarà obbligo di ogni concorrente di corredare il suo disegno, o modello, con un preventivo dettagliato, che dimostri chiaramente l'importo di ciascuno dei lavori necessari alla compiuta esecuzione del monumento.

5. Ogni disegno o modello verrà accompagnato da uno scritto, che dichiari nettamente l'idea dell'autore nel concepirlo ed esprimerlo, e che precisi la qualità dei materiali da impiegarsi.

6. Il disegno o modello verrà presentato alla segreteria municipale, non più tardi delle ore quattro pomeridiane del giorno 15 luglio del corrente anno 1869.

7. Il disegno o modello porterà unita un'epigrafe, che sarà ripetuta nella soprascritta di una lettera suggellata, entro la quale starà il nome dell'autore.

Resta però in libertà di questo, il porre il proprio nome sull'opera presentata.

8. Le descrizioni come le lettere suggellate saranno gelosamente custodite dalla segreteria municipale, nè verranno aperte se non quando i disegni o modelli a cui si riferiscono ottengano l'onore del premio; in caso diverso, si restituiranno intatte ai consegnanti unitamente alle opere, subito seguita la pubblica esposizione, di cui si dirà agli articoli 13 e 14.

9. Nelle consegne e restituzioni dei disegni o modelli, e delle descrizioni e lettere accompagnatorie, si rilascieranno dalla segreteria ricevute che accennino precisamente gli indizi che le distinguono.

10. Mancando gli autori di ricuperare entro mesi tre dalla data della consegna i loro lavori non premiati, il Municipio non ne garantisce la conservazione.

11. Tutte le opere dei concorrenti, presente il consegnante, verranno esaminate da apposita Commissione, destinata a verificarne la buona o cattiva condizione, anche con dichiarazione d'ufficio, quando ciò fosse richiesto dal loro parziale o totale deperimento, e dalla conseguente esclusione dal concorso.

12. Il Municipio non si incarica di ritirare le opere relative al detto concorso quantunque a lui dirette, nè dall'ufficio di posta, nè da quelli delle ferrovie, nè da qualsiasi persona privata.

13. I disegni o modelli presentati al concorso nel tempo determinato, quando portino tutte le condizioni sopra elencate, verranno esposti al pubblico per giorni 15 consecutivi, nelle sale municipali od in qualsiasi altro luogo il Municipio fosse per destinare.

14. Chiusa questa pubblica mostra, la Commissione valendosi delle facoltà concessele, si aggregherà artisti ed intelligenti d'arte, e procederà insieme ad essi al giudizio definitivo dei lavori dei concorrenti, presi prima in considerazione le opinioni emesse sui medesimi dalla stampa, nonchè quelle che per iscritto le fossero comunicate. Pubblicato colla stampa tale giudizio, le opere rimarranno esposte al pubblico per altri 15 giorni.

15. Quello fra i disegni o modelli che dalla Commissione venisse giudicato siccome racchiudente quel complesso di pregi artistici che meglio convenissero al soggetto ed al sito, otterrà un premio di lire 1000.

16 Un altro premio di lire 600 verrà pure accordato a quel disegno o modello che, senza aver raggiunto i pregi domandati, pure ne avesse tal numero da accostarvisi di molto nel merito.

17. I disegni o modelli premiati rimarranno di proprietà del Municipio, il quale poi si riserva intera libertà d'azione su quanto concerne l'esecuzione del monumento.

Venezia, li 29 aprile 1869.

La Commissione — *Visto il Sindaco* Giovanelli.
Lodovico Cadorin
Meduna Gio. Battista
Selvatico Pietro.

— Leggiamo in un numero recente del *Daily News*:

Uno spettacolo curioso ebbe luogo ieri alla Scuola dei Velocipedisti nella parrocchia di San Luca, ove molti fra i dilettanti di quest'esercizio si erano data la posta per far onore all'arrivo in Inghilterra del signor Enrico Pascaud, giovine francese il quale ha acquistato una destrezza straordinaria nel maneggio del velocipede. Per quanto i nostri compaesani si mostrassero provetti in quest'arte, il francese è finora inarrivabile, facendo cose non mai vedute fra noi e destando la più viva ammirazione, sì degl'insegnanti come dei loro scolari. Il biciclo del signor Pascaud lanciato a tutta carriera si ferma ad un tratto senza sforzo apparente e sovratutto senz'alcun movimento delle mani, chè il Pascaud mentre faceva il giro dell'arena teneva costantemente incrociate sul petto dirigendo intanto lo sguardo in tutt'altra direzione di quella che poteva sembrare indispensabile. La eleganza dei movimenti, che il più esperto patinatore non avrebbe potuto superare, era la cosa più graziosa che si potesse immaginare, e gli spettatori erano larghi delle più cordiali espressioni di meraviglia.

Nella prima corsa presero parte il giovane francese ed il signor Mayall, conosciuto per essere uno dei nostri più abili velocipedisti. Il francese si slanciò pel primo, ed all'inglese spettava raggiungerlo e toccargli la spalla, cosa la cui difficoltà verrà riconosciuta da quanti hanno qualche pratica di questo sistema di locomozione. Era oltre ogni dire ingegnosa la tattica del signor Pascaud il quale, fattosi spingere in un angolo dal quale a quanto pareva, non vi era più scampo, sapeva con mille curve e piegature eludere nel modo più inaspettato il tocco dell'avversario, e districarsi dalla sua posizione. Questo gioco venne ripetuto più volte, e sempre col medesimo risultato, finchè il Mayall, spingendosi vigorosamente innanzi, trovò il modo, fra gli applausi degli spettatori, di eseguire il movimento richiesto. A Parigi ed in America sono istituiti premii di lentezza, essendo una delle precipue difficoltà nel maneggio del velocipede quella dell'andare adagio. Anche in questa prova il francese rimase vincitore, e riscosse le più vive congratulazioni dal pubblico, come pure quando da ultimo, lanciando il suo veicolo a tutta carriera, cambiava continuamente posizione, volteggiando in sella, tornando a sedere, girando di qua e di là indietreggiando e facendo più altre fantasticherie, senza mai rallentare il corso del velocipede del quale mostrava un'assoluta padronanza, piegandolo a tutti i suoi voleri per difficili e strani che fossero.

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO

Premio Riberi — 3° *Concorso.*

La Reale Accademia di medicina di Torino conferirà nel 1871 il premio triennale Riberi di L. 20,000 all'autore dell'opera, stampata o manoscritta nel triennio 1868-69-70, o della scoperta fatta in detto tempo, la quale opera o scoperta sarà per essa giudicata avere meglio contribuito al progresso ed al vantaggio della scienza medica.

Le opere dovranno essere scritte in *italiano*, o *latino*, o *francese*; le traduzioni da altre lingue dovranno essere accompagnate dall'originale.

Le opere dovranno essere presentate all'Accademia, franche di ogni spesa, a tutto il 31 dicembre 1870.

Gli autori che vorranno celare il loro nome, dovranno scriverlo in una scheda suggellata, secondo gli usi accademici.

NB. — Gli autori sono invitati a segnalare all'Accademia i punti più importanti delle loro opere.

Torino, 1° agosto 1868.

Il Presidente: Bonacossa.
Il Segretario: G. Rizzetti.

ELEZIONI POLITICHE

Collegio di Ortona. — Eletto il comm. Carlo De Cesare con voti 315.

DIARIO

Il *Journal Officiel* reca l'ordinanza colla quale il prefetto di polizia di Parigi, in seguito ai disordini occorsi in quella città, proibì qualunque attruppamento in vicinanza d'una riunione elettorale o di una riunione pubblica.

Una circolare del Ministro dell'Interno di Francia richiama l'attenzione dei prefetti su quelle riunioni pubbliche le quali vengano tenute nei cinque giorni precedenti lo scrutinio e che possano degenerare in riunioni elettorali.

La *France* si crede in grado di annunziare che il viaggio di S. M. l'Imperatrice dei Francesi in Egitto sia stato positivamente deciso per il prossimo autunno.

S. M. assisterebbe alla inaugurazione del canale dell'istmo di Suez.

Lo stesso foglio annunzia che S. A. R. il Viceré d'Egitto è aspettato a Parigi per i primi giorni dell'entrante mese di giugno. Un telegramma ha già annunziato l'imbarco del Viceré, avvenuto il giorno 16 ad Alessandria.

Il *Moniteur* di Brusselle pubblica la nuova convenzione conchiusa tra i governi belga e francese per l'estradizione dei malfattori. Questa convenzione venne sottoscritta dai plenipotenziari il 29 aprile. Le ratifiche vennero scambiate a Parigi il 12 maggio.

S. M. il re di Prussia nel suo viaggio nell'Annover e nell'Assia sarà accompagnato dal granduca di Meclemburgo-Schwerin, dal principe ammiraglio Adalberto, del principe Augusto di Würtemberg, dal conte de Bismark e dal generale de Roon, ministro della guerra.

Il Parlamento inglese è prorogato per le ferie di Pentecoste. La Camera alta si radunerà di nuovo il giorno 31 e quella dei Comuni il 27 corrente.

Dall' Irlanda si ha notizia del trasferimento della salma di Daniele O'Connel al cimitero di Glasnevin, ove è stato eretto un monumento all'autore della « emancipazione dei cattolici » e al propugnatore dell'autonomia d'Irlanda. Alla cerimonia, religiosa nella forma, ma politica nel fondo, assistettero migliaia di persone, di [illegible] vescovi cattolici, il lord cancelliere e diversi magistrati.

È smentita la voce di un tentato assassinio a Virginia, nella contea di Cavan.

Il 14 corrente S. M. il re di Svezia e Norvegia ha chiuso il Parlamento svedese.

Il discorso della Corona, brevissimo, non contiene osservazioni di politica estera ed esprime soltanto la gratitudine di S. M. per l'accoglienza che il Parlamento ha fatta al nuovo atto di unione e l'adesione del re alle vedute del Parlamento riguardo alla nuova legislazione militare ed alla estensione della libertà religiosa.

Daud-Pascià ha sottoposto ai suoi colleghi riuniti in Consiglio il trattato da lui conchiuso a Parigi per la costruzione delle ferrovie ottomane.

Il trattato venne approvato all'unanimità e S. M. il Sultano lo ha ratificato commettendo al gran visir di dare comunicazione della ratifica alle parti interessate.

Alcuni giorni sono da qualche giornale, ed anche in Parlamento, nell'accennare al passaggio per Brindisi dell'erede presuntivo della Corona d'Inghilterra, reduce colla sposa dall'Egitto, si disse che la fregata *Arianna*, sulla quale stavano gli augusti viaggiatori, non era entrata nei porti interni perchè l'escavazione non vi era condotta in modo regolare, e quindi non vi era altra area che avesse la profondità sufficiente per l'ormeggio, oltre quella già occupata dall'*Avviso* che aveva preceduto di poche ore la fregata.

Il Ministro dei Lavori Pubblici chiese tosto a tale riguardo le opportune informazioni; ma le notizie che gli pervennero danno invece al fatto un aspetto diverso.

L'ufficio tecnico di Brindisi appena fu avvertito che il principe di Galles intendeva di sbarcare in quella città, fece pervenire a Corfù al capitano Campbell, comandante dell'*Arianna*, un'esatta pianta del porto con gli appositi scandagli. Nello stesso tempo dispose perchè venissero con segnali indicati i vari punti ove avrebbero potuto ormeggiarsi l'*Arianna* e l'*Avviso*.

L'*Avviso* entrò in porto circa tre ore prima della fregata e si ancorò proprio nel luogo che erasi segnalato come più opportuno per il piroscafo di maggior mole. Il comandante del porto fece conoscere questa cosa al comandante dell'*Avviso*; ma questi rispose poter egli stare al punto prescelto, sapendo che la fregata si sarebbe ancorata nel porto esterno, per poter ripartire al più presto dopo sbarcati i principi. Infatti poco dopo compariva l'*Arianna* la quale senza chiedere nè piloti nè altro, forse perchè le bastavano le indicazioni tracciate nella pianta ricevuta a Corfù, gittò l'ancora nel porto esterno, sbarcò gli augusti viaggiatori e salpò dopo una breve fermata di due ore.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Nuova York, 15.

L'ammiraglio Koff, agente americano a Cuba, annunziò che l'insurrezione è in decadenza. Il governo ha ordinato ai funzionari della dogana di applicare rigorosamente le leggi di neutralità e d'impedire alle spedizioni di partire dalla costa americana.

Parigi, 17.

Chiusura della Borsa.

	15	17
Rendita francese 3 %	72 05	72 17
Id. italiana 5 %	57 25	57 57
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	471 —	471 —
Obbligazioni	231 50	232 25
Ferrovie romane	55 25	59 50
Obbligazioni	132 50	133 25
Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863	152 —	152 50
Obbligazioni ferr. merid.	162 50	163 —
Cambio sull'Italia	4 —	4 —
Credito mobiliare francese	251 —	253 —
Obblig. della Regia Tabacchi	433 —	435 —
Azioni id. id.	636 —	640 —

Vienna, 17.

Cambio su Londra	123 80	— —

Londra, 17.

Consolidati inglesi	92 3/4	— —

Madrid, 17.

Seduta delle Cortes — Silvela, rispondendo in nome della Commissione al repubblicano Serraclara, dice che la repubblica produrrebbe gravi complicazioni interne ed estere. Scongiura i repubblicani di continuare a sedere nelle Cortes anche dopo che sia votata la forma monarchica, se non vogliono far nascere la guerra civile.

Olozaga ed altri si congratulano coll'oratore. Una parte dell'Unione liberale continua ad opporsi vivamente all'idea di stabilire una Reggenza.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 17 maggio 1869, ore 1 pom.

Il tempo è stato generalmente cattivo, ma il barometro si è alzato di 1 a 2 mm. Domina forte il vento di sud-ovest, e il Mediterraneo è mosso.

Nell'ovest d'Europa il barometro è sceso di 2 a 3 mm e le pressioni sono generalmente basse, specialmente nel mare del nord.

Continuerà il cattivo tempo.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 17 maggio 1869.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 751,2	mm 753,2	mm 754,7
Termometro centigrado	20,5	22,0	16,5
Umidità relativa	92,0	80,0	96,0
Stato del cielo	nuvolo	nuvolo	nuvolo
Vento { direzione / forza	SO debole	SO quasi for.	SO debole

Temperatura massima . . . . + 22,5
Temperatura minima . . . . + 15,5
Minima nella notte del 18 maggio 1869 + 14,5

TEATRO PAGLIANO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera-ballo del maestro cav. Verdi: *Don Carlos.*

TEATRO DELLE LOGGE, a ore 8 — La Compagnia drammatica piemontese diretta dal cav. Toselli rappresenta: *Un barba milionari.*

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Comp. Coltellini e Vernier rappresenta: *Serafina la Devota.*

Francesco Barberis, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 18 *maggio* 1869)

VALORI	Valore nominale	Contanti L	Contanti D	Fine corr. L	Fine corr. D	Fine prossimo L	Fine prossimo D	Nominale
Rendita italiana 5 0/0 . . . . god. 1 genn. 1869		»	»	59 65	59 60	»	»	»
Rendita italiana 3 0/0 . . . . » 1 aprile 1868		35 85	35 70	»	»	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib. 1 aprile 1868		»	»	79 70	79 60	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 »		»	»	»	»	»	»	84 70
Az. Regia coint. Tab. (carta) . . »	500	»	»	656 »	655 1/2	»	»	»
Obb. 6 0/0 Regia Tab 1868 Titoli provv (oro) trattabile in carta » 1 genn. 1869	500	»	»	453 »	452 1/2	»	»	»
Imprestito Ferriere 5 0/0 . . . . » 1 luglio 1868	840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10 » id.	480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana » 1 genn. 1869	1000	1950	1940	»	»	»	»	»
Dette Banca Naz. Regno d'Italia » 1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1980
Cassa di sconto Toscana in sott. »	250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito italiano . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »								
Obbl. Tabacco 5 0/0 . . . . »	1000	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane. . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane) . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. » 1 luglio 1868	420	»	»	226	223	»	»	»
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD » id.	420	»	»	179	178	»	»	»
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar. »	500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali . . . » 1 genn. 1869	500	»	»	339 1/2	338 1/2	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle dette . . . . . » 1 aprile 1868	500	»	»	»	»	»	»	173
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 11 » id.	505	»	»	436 »	435 1/2	»	»	»
Dette in serie non comp. . »	505	»	»	»	»	»	»	»
Dette in serie picc. . . . . »	505	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele* » id.	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale 5 0/0 . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto in sottoscrizione. . . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Detto liberate . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli »	150	»	»	»	»	»	»	»
Detto di Siena . . . . »	500	»	»	»	»	»	»	»
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . . » 1 luglio 1868		»	»	»	»	»	»	60
3 0/0 idem . . . . » 1 aprile 1868		»	»	»	»	»	»	36 1/4
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »		»	»	»	»	»	»	80
Nuovo impr. della città di Firenze in oro 1 aprile	250	»	»	»	»	»	»	177
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . . .	500	»	»	»	»	»	»	405

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	26 08	26 »
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		104 1/4	104 15
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Genova	30			Francoforte	30			dto.	90		
Torino	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
				Amburgo	90			Napoleoni d'oro		20 77	20 75
								Sconto Banca 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 59 65 - 62 1/2 - 60 f. c. — Az. Regia Tab. 656 f. c. — Obbl. Tab. 453 f. c.

Il *sindaco*: A. Mortera.

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari in Bologna -- Provincia di Ravenna

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n° 3036, e 15 agosto 1867, n° 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 12 meridiane del giorno di venerdì 28 maggio corrente, in una delle sale degli uffizi della sottoprefettura di Lugo, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali:

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà di avere depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto da farsi nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito od in titoli di nuova creazione al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento al prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti nel fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare il 5 per cento del prezzo d'aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso e dell'anteriore, starà a carico dei deliberatari per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8. La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 9 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane negli uffici della suddetta sottoprefettura.
9. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio; e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, decime, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.
10. L'aggiudicazione sarà definitiva, e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero d'impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in antica misura locale Torn. Tav.	VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
3	362	Lugo	Mensa vescovile d'Imola	Possessione detta Colombara, di qualità coltiva, vitata, con argine pascolivo e casa colonica .	28 62 50	170 24	57200 61	5720 06	200	319 20

1270 Bologna, addì 6 maggio 1869. *Il 1° Segretario demaniale*: C. PIZZIGONI.

Estratto di bando.

In seguito alla sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze del 3 marzo 1869, registrata a Firenze il 10 detto, registro 26, foglio 155, numero 1392, ed all'ordinanza presidenziale del 30 aprile 1869, registrata con marca da lire 1 10, la mattina del dì 5 luglio 1869, a ore 10, alla pubblica udienza del tribunale suddetto sarà proceduto allo incanto per la vendita in un sol lotto dell'appresso fondo di piena proprietà di Nemesio del fu Gaetano Billocci o Bellocci, trafficante e possidente domiciliato a San Cresci a Campi, salvo l'usufrutto di un quarto a favore della di lui madre Maria Vescovini vedova Bellocci, stato espropriato a di lui danno sulle istanze di Luigi Campani domiciliato a San Donnino a Brozzi, rappresentato da messer Tebaldo Peppini sul prezzo offerto dal detto creditore istante di L. 122 25, ed alle condizioni riferite nel bando in data 12 maggio 1869, redatto dal cancelliere.

Immobile da vendersi.

Un appezzamento di terra prativa già divisa in due campetti di diretto dominio della comune di Firenze, luogo detto Mandri nella Volta, in comune di Brozzi, rappresentato agli estimi in sezione C, particella 2815, 2818, articoli di stima 1073, con rendita imponibile di lire 21 22.

Tutti i creditori inscritti su detto fondo dovranno depositare nella cancelleria di detto tribunale le loro domande di collocazione in graduatoria, corredate dei documenti giustificativi nel termine di giorni 30 dalla notificazione del bando a forma di legge.

Firenze, li 17 maggio 1869.

Dott. TEBALDO PEPPINI proc. CAMPANI.

1265

Estratto di bando.

Alla pubblica udienza del giorno primo luglio 1869, avanti il tribunale di Lucca, in conformità della legge ed al seguito dell'ordinanza presidenziale del 3 maggio corrente, registrata lo stesso giorno in cancelleria con marca da L. 1 10, sarà proceduto alla vendita forzata degl'infrascritti immobili a pregiudizio di Antonio di Giovacchino Lucarelli, espropriati ad istanza della signora Agata Consigli, rappresentata dal dottor Matteo Emanuelli.

Descrizione degl'immobili

Terreno vignato, boschivo e selvato con casa sopra sè, posta in comunità di Seravezza, luogo detto il Campaccio, rappresentato al catasto di detta comunità.

L'incanto sarà aperto sulla somma di lire 300, prezzo offerto dall'espropriante, e la liberazione sarà fatta a favore del maggiore e migliore offerente, ai patti, oneri e condizioni inserti nel bando che trovasi ostensibile in questa cancelleria.

La sentenza che ordinò la vendita degli stabili suddetti venne nel dì 17 febbraio 1869 annotata all'uffizio delle ipoteche di Pisa a margine della trascrizione del precetto. Con detta sentenza fu aperto il giudizio di graduazione sul prezzo pel quale saranno venduti gli stabili da subastarsi; fu nominato il giudice Eugenio Grossi all'istruzione della procedura, e fu ordinato ai creditori iscritti su detti stabili di depositare in questa cancelleria nel termine di giorni 30 dalla notificazione del relativo bando le loro domande di collocazione.

Dalla cancelleria del tribunale di Lucca.

Li 14 maggio 1869.

F. MASSEANGELI, canc.

Registrato in cancelleria li 14 maggio 1869, con marca di L. 1 10.

1260 F. MASSEANGELI, canc.

Dichiarazione d'assenza.

Si rende noto in osservanza del disposto dell'articolo 23 Codice civile italiano che il tribunale civile di Finalborgo, provincia di Genova, ad istanza di Vittorina Arnaud fu Carlo di Finalborgo, ammessa al beneficio dei poveri per dichiarazione di assenza del di lei marito Vincenzo Bassano fu Giambattista, emigrato all'estero fino dal 1857, con suo provvedimento 21 aprile 1869 ha ammessa la domanda ed ordinato che siano assunte informazioni in proposito.

Finalborgo, li 29 aprile 1869.

1246 F. CHIAZZARI, proc. capo.

Estratto di bando.

Al seguito della sentenza del tribunal civile di Arezzo del dì 25 febbraio 1869, registrata con marca da lire 1 10 e dell'ordinanza presidenziale del dì 24 aprile p. p., registrata con marca da lire 1 10, la mattina del dì primo luglio 1869, a ore 10, avrà luogo alla pubblica udienza del tribunale suddetto il pubblico incanto per la vendita dei beni sulle istanze del signor Coronio Del Corona, possidente domiciliato in Anghiari, rappresentato da messer Giuseppe Feroci, espropriati in danno di Mario del fu Angiolo Dell'Omarino, agricoltore e possidente domiciliato al Poggiolo, comune di Anghiari, in un sol lotto, per il prezzo di lire it. 9,776 60, stato ai medesimi attribuito dal perito giudiciale signor Lorenzo Tuti, ed alle condizioni tutte specificatamente indicate nel bando venale del dì 30 aprile p. p., registrato con marca da lire it. 1 10.

Descrizione dei beni da vendersi.

1° Una casa situata in luogo detto il Poggiolo, popolo di Verrazzano, composta di due piani, di più e diverse stanze cui fanno corredo l'aia ed alcuni resedi.

2° Un fondo sterrato ad uso di cantina situato in faccia alla detta casa.

3° Una stanza sterrata per uso di seccatoio situata a poca distanza dalla casa e cantina che sopra.

4° Una casa situata in luogo detto Upacchi, composta di due piani e di più e diverse stanze.

5° Un piccolo fabbricato ad uso di seccatoio, con stalluzzo annesso corrispondente sotto il forno che è a comune con Gio. Battista e Santi Dell'Omarino.

6° Un'aia annessa a detta casa colonica a comune con Giovan Battista e Santi Dell'Omarino.

7° Un piccolo fabbricato ad uso di stalla per bestiame pecorino, posta nell'aia suddetta.

8° Più e diversi appezzamenti di terra di varia qualità e cultura denominati il Poggiolo, la Vigna, Querceto o Caldese, Vigna o Basse, Caldese, le Rote Caldesi o Acqua Torta, Fontanella e Strosce, la Ripa o Lamina, Campo di Cà de' Frati, la Querce Grossa, l'Orto del Duca, Chiusura del Topo, la Lama, l'Alberella, l'Ajaccia o Capannaccia, e Ranchi del Pugia, rappresentato il tutto all'estimo del comune di Anghiari dalle particelle 1474, 1477 in parte, 1475, 1522 in parte, 2402 in parte, 1522 in parte, 2402 in parte, 1635 in parte, 1606 in parte, 1479, 1501, 1481, 1482, 1432, 1427, 1431, 1546, 1593, 1622, 1605, 1541, 1486, 1487, 1483, 1484, 1485, 1438 secondo, 1354 e 1408 della sezione I, con rendita imponibile cumulata di lire it. 210 04, sulla quale nell'anno 1868 fu pagata per contributo diretto traviale la somma di lire ital. 82 53, della superficiale complessiva estensione di braccia quadre 635,936, pari ad ettari 2, ari 57 e centiari 880.

Sono stati avvertiti tutti i creditori inscritti sugli stabili da vendersi di depositare nella cancelleria di questo tribunale le loro domande di collocazione motivate con i titoli giustificativi i loro titoli di credito entro giorni trenta dalla notificazione del bando onde possa seguire il giudizio di graduazione, alla istruzione del quale fu delegato il giudice signor avv. Cesare Marioni.

Dal tribunale civile di Arezzo.

Li 13 maggio 1869.

1275 PAOLO SANDRELLI, canc.

Avviso.

Questo tribunale civile con provvedimento in data 5 andante maggio ordinò informazioni sull'allegata assenza di Pietro Daniele di Giovanni, già domiciliato e residente a Varazze, e commise in proposito il signor pretore di quella città.

Savona, 8 maggio 1869.

1250 [illegible] ANTONIO, proc.

Avviso.

Il sottoscritto avendo inoltrata domanda per essere autorizzato ad aggiungere al proprio cognome quello del fu conte generale Enrico De Bernstiel, invita coloro che avessero diritti ad opporsi alla medesima a farlo nel termine prescritto dall'art. 122 della legge 15 novembre 1865, n. 2602.

1267 Barone FEDERICO SAVIO.

AMMINISTRAZIONE GENERALE

DEL DEMANIO E DELLE TASSE SUGLI AFFARI

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI MESSINA

rappresentante la Società Anonima per la vendita dei beni del Regno d'Italia

Vendita di beni demaniali autorizzata dalle leggi 21 *agosto* 1862, *num.* 793, *e* 24 *novembre* 1864, *num.* 2000.

AVVISO D'ASTA.

Il pubblico è avvisato che alle ore 12 meridiane del giorno primo giugno 1869, si procederà in una delle sale di questa Direzione, con lo intervento del signor direttore del Demanio e delle tasse o da chi lo rappresenterà o sarà da esso delegato, col mezzo di pubblica gara, allo incanto per la diffinitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo migliore offerente per la vendita dei beni demaniali descritti al numero 1 dell'elenco di numero 1 dei beni del circondario di Messina, quale elenco assieme ai documenti relativi trovasi depositato in questa Direzione demaniale.

I beni che si espongono in vendita consistono:

Lotto primo.

Podere denominato Bosco della SS. Trinità, situato nel territorio di Alì. Terreni a bosco di riveri e luci a piuma antica, seminerii, pascoli, roccie; con caseggiato colonico, confinante a settentrione coi beni a pascolo pertinenti ai comuni di Monforte e San Piero di Monforte; a levante colle terre dei comuni di Alì ed Itala; a mezzogiorno col bosco di spettanza del comune Fiumedinisi e la foresta del duca di Cesarò; a ponente col bosco del feudo grande dei PP. Cisterciensi di Messina.

È distinto al catasto coi numeri 268, 269, 270, 271, 272, 273, sezione H, e numeri 346, 347, 348, sezione L.

Sua superficie salme 537,973, pari ad ettari 939 44.

Rendita lorda del pascolo e casa giusta la perizia del delegato ministeriale 19 ottobre 1863, L. 1,202 04 (lire mille duecentodue e centesimi quattro).

Ammontare delle deduzioni per imposta fondiaria, soprasselli e riparazioni alla casa, L. 578 19 (lire cinquecento settantotto e centesimi diciannove).

Rendita netta annuale, L. 623 85 (lire seicento ventitrè e centesimi ottantacinque).

Suo valore capitale dello stabile al 5 per 100 giusta la deliberazione della Commissione provinciale del 20 dicembre 1863, L. 12,477 (lire dodicimila quattrocento settantasette).

Totale valore delle piante ad aggiungersi al capitale giusta il quaderno di determinazione di stima, L. 284,053 20 (lire duecento ottantaquattromila cinquantatrè e centesimi venti).

L'asta sarà aperta sul prezzo di estimo in L. 296,530 20 (lire duecento novantaseimila cinquecento trenta e centesimi venti).

Ogni offerta verbale o scritta non potrà esser minore di lire 500 (lire cinquecento) in aumento del suddetto prezzo estimativo, l'aggiudicazione sarà diffinitiva in favore dell'ultimo migliore offerente, dopo essere stata bandizzata per tre volte con l'intervallo di cinque minuti per volta fra l'una e l'altra, l'ultima offerta più vantaggiosa che sarà fatta giusta l'art. 58 del regolamento 14 settembre 1862.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti o depositare a mani del segretario dell'ufficio procedente o far fede di aver depositato nella Cassa del ricevitore demaniale di questa città in danaro o in valori monetati od in titolo di credito del debito pubblico, valutato a prezzo di borsa, una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del lotto al cui acquisto attendono.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale approvato dal rappresentante della Società Anonima suddetta il 20 marzo 1869, di cui sarà lecito a chiunque prender visione in questa Direzione demaniale in tutti i giorni dalle ore 9 ant. alle ore 3 pom. tranne nei giorni di doppio precetto.

Messina, 22 aprile 1869.

Per la Direzione
Il Segretario: S. ORFANELLI.

1173

Avviso di concorso.

Il sottoscritto sindaco della comunità di Seravezza, uniformandosi alle deliberazioni della Giunta municipale de' 16 aprile u. s., ed a quella del Consiglio dei 28 di detto mese,

Notifica:

È aperto il concorso a tutto il corrente mese per l'impiego di un maestro di disegno d'architettura ed ornato non che di plastica ornamentale da istallarsi in questa terra di Seravezza alle seguenti condizioni:

1. Stipendio annuo L. 1,600.
2. Produzione di analoga istanza, redatta in carta da bollo corredata dei documenti comprovanti la capacità e moralità del concorrente.
3. Onere di uniformarsi ad apposito regolamento che sarà ostensibile in quest'uffizio comunale.
4. Le istanze, se inviate per posta, dovranno esser debitamente affrancate.

Dalla residenza comunale, Seravezza, li 6 maggio 1869.

1227 *Il Sindaco*: Dott. M. EMANUELLI.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI

Settimana 19ª *dell'anno* 1869. 1214

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	VERSAMENTI	RITIRI
Risparmi	505	274	93,129 11	66,745 47
Depositi diversi	32	31	176,561 80	43,694 58
Casse affiliate di 1ª classe in conto corr.	»	»	»	»
Casse affiliate di 2ª classe idem	»	»	7,200 »	»
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze	»	»	»	»
Somme	»	»	276,890 91	110,440 05

COMUNE [illegible] - PROVINCIA DI FIRENZE

È aperto il concorso al posto di segretario comunale in questo comune coll'annuo stipendio di lire 1100. Gli aspiranti dovranno far pervenire a questo ufficio entro giorni 15 dalla data dell'inserzione del presente avviso le loro domande corredate dei documenti voluti dalle vigenti disposizioni in proposito.

Dicomano, li 16 maggio 1869. Il ff. di Sindaco: AVV. P. BAZZI. 1290

Estratto di bando. 1255

(1ª *pubblicazione*)

In seguito alla sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze del dì 11 marzo 1869, registrata a Firenze il 16 detto, reg. 26, f. 172, numero 1494, e all'ordinanza del signor cav. presidente di questo tribunale del dì 29 aprile 1869, nel giorno 1° luglio 1869, a ore 11 antim., alla pubblica udienza del suddetto tribunale sarà proceduto alla vendita per mezzo del pubblico incanto di una casa con orto posta a Carmignano e precisamente dietro la Pieve Vecchia sul Prato dei Gelsi, rappresentata a estimo in sezione D dalle particelle 2066 2064², 2524, 2499, corrispondente agli art. di stima 615, 786, 756, salvo, ecc., confinata da via delle Fonti, piazzale comunitativo, Ferdinando Attucci, via del Poggio a Cajano, con rendita di lire 113 07, di proprietà dei signori Giuseppe - David ed Emilio fratelli Amerighi, possidenti domiciliati a Carmignano, e tale incanto sarà aperto sul prezzo di lire 3960 determinato dal perito giudiciale signor Luigi Stanislao Guidacci, nominato a istanza del signor Gaetano Cecchi nella sua qualità di Camarlingo, esattore per la comunità di Carmignano.

Le condizioni della vendita sono espresse nella suddetta sentenza e nel bando del 12 maggio 1869, redatte dal cancelliere.

A carico del liberatario sono le spese della sentenza di vendita, tassa di registro e trascrizione della sentenza medesima.

Le spese del giudizio esecutivo saranno anticipate dal liberatario per averne poi rimborso sul prezzo.

Ogni offerente dovrà aver depositato nella cancelleria del suddetto tribunale la somma di lire mille per le spese, più il decimo del prezzo in base del quale si aprirà l'incanto.

Tutti i creditori inscritti sul fondo dovranno depositare le loro domande di collocazione in graduazione corredata dei documenti giustificativi nel termine di giorni 30 dalla notificazione del bando a forma di legge.

Firenze, li 14 maggio 1869.

Dott. LUIGI LUTI, proc. CECCHI

Avviso.

Il sottoscritto cancelliere rende pubblicamente noto che con atto da esso ricevuto in data del 9 maggio 1868, la signora Beatrice Morini vedova del fu Pietro Erra, nella sua qualità di madre de' suoi figli in età minore Stefano e Carlotta, accettava con benefizio d'inventario la eredità relitta dal fu Pietro Erra padre dei minori stessi.

Dalla cancelleria della pretura di Montevarchi.

Li 14 maggio 1869.

Il cancelliere
D. GIROLAMI

1262

Avviso.

Il sottoscritto Gaetano Belli, possidente e accollatario di lavori, domiciliato in Firenze, inibisce a Francesco Papini, lavoratore del podere denominato Poggio a Lucca, popolo di Santa Maria al Fornello, comunità del Ponte a Sieve, di fare qualunque contrattazione di bestiame senza il consenso in iscritto dell'agente signor Giuseppe Bessi.

1276 GAETANO BELLI

Estratto di sentenza.

Il tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, con sentenza del 15 maggio corrente, registrata con marca annullata da lire una, ha dichiarato il fallimento di Zanobi Cantini e Pietro Cecchi, negozianti macellari a Campi Bisenzio, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor Augusto Baldini, e nominando in sindaco provvisorio il signor Dionisio Sicuro dimorante in Firenze; ha destinato la mattina del 25 maggio corrente, a ore 12 merid., per l'adunanza dei creditori in Camera di consiglio per proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 15 maggio 1869.

1278 F. NANNEI, vice canc.

Avviso. 1274

Il sottoscritto rende pubblicamente noto che nella sua qualità di procuratore *ex mandato* della nobil donna signora Giuseppina del vivente cav. Giacomo Bargagli vedova del fu signor Riccio Libero, già ricevitore delle tasse e del Demanio in Piombino, ivi decesso nel dì 6 marzo p. p., previo deposito nella cancelleria della R. pretura del mandamento di Piombino del relativo mandato fatto e rilasciato in originale nel dì 30 aprile ultimo scorso dal dottor Rosula Lucij R. notaio in Todi, ha proceduto nel dì 12 maggio corrente a tutti e per tutti gli effetti di ragione nell'interesse della signora mandante alla renunzia della eredità relitta dal fu di lei marito signor Riccio prenominato, di cui la onorò mediante il suo ultimo testamento, ricevuto dal dottor Paolo Galeotti, notaro residente a Piombino nel dì 4 marzo suddetto, qual atto di renunzia è stato registrato a Piombino nel dì 13 detto; con espresso riservo a di lei favore d'ogni diritto, azione e ragione al conseguimento del rimborso e refusione di tutte quante le somme e spese da lei pagate per conto ed interesse dell'autore della eredità in parola e segnatamente di quanto deriva e proviene dallo istrumento nuziale celebrato dal prelodato notaio signor dottor Rosula Lucij nel dì 18 aprile 1866, al quale, ecc., dichiarando insieme che i pochi effetti mobili e carte lasciate dal defunto in Todi e in Piombino, restano e si trovano presso di lei in Todi a disposizione di chi di ragione, sul che non ha praticato nè usa che meri atti conservatorj.

Piombino, li 14 maggio 1869.

Dott. T. CAPPELLINI, proc. *ex mand.*

Decreto d'adozione.

In nome di S. M. Vittorio Emanuele II per grazia di Dio e per volontà della nazione Re d'Italia.

La Corte d'appello del distretto di Palermo, sezione promiscua:

Visto l'atto di adozione eseguito dal cav. Francesco Cardillo in persona del signor Carmelo Vallese a' 19 ottobre 1868 innanzi S. E. il primo presidente di detta Corte, reg. a' 19 detto al numero 31233, lib. 3, vol. 52, f. 120, tassa e decima L. 55 dal ricev. Monforte;

Visti i documenti prodotti non che le informazioni assunte dal Pubblico Ministero in proposito, per esecuzione della deliberazione preparatoria emessa in Camera di consiglio a 18 dicembre ultimo;

Veduta la requisitoria del Pubblico Ministero del 27 febbraio or decorso;

Visti gli articoli 216 e seguenti Codice civile;

Sulla relazione del consigliere signor Pantano all'uopo delegato;

Uniformemente alla suindicata requisitoria;

Dichiara farsi luogo all'adozione della quale si tratta, ed ordina che il presente decreto sia pubblicato ed affisso in Palermo ed in Messina nei luoghi di affissione del palazzo dei tribunali e del palazzo di città, ed in Girgenti e in Naro nelle rispettive case municipali, e sarà inserito nel giornale di Sicilia e in quello ufficiale del Regno.

Deliberato nella Camera del Consiglio dai signori cav. Pietro Crispo Floran presidente, cav. Giuseppe Galatioto, Mar. Giuseppe Pensabene, Gaetano Caruso, Enrico Pantano, consiglieri.

Oggi in Palermo, 12 marzo 1869.

Firmati: Pietro Crispo Floran presidente, Simone Lo Presti, vice canc.

A 12 marzo 1869, repertor. al numero 877 — Lo Jardo.

A 12 detto si è registrato con marca di bollo di L. 2 20 annullata da questa cancelleria.

A 13 marzo detto, numero 1890 della quitanza, carta L. 1 10, dritto della presente L. 6, repertorio cent 20, totale L 7 30. — Il cancelliere R Ausiello.

Per copia conforme rilasciata al procuratore legale signor Giovanni Viotta Armetta:

Oggi in Palermo, li 16 marzo 1869.

Il cancelliere
RAFFAELLO AUSIELLO.

1287

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA.